

17 ANS DE GESTION MUNICIPALE À ROUEN

LE LIVRE NOIR



Ce livre noir a été rédigé par des Rouennaises, des Rouennais et des membres de l'association Rouen A'Vénir présidée par Marine Caron. Il dresse le constat d'une municipalité qui a laissé les échecs et les renoncements guider sa gestion pendant 17 ans. Il ouvre la voie à la construction d'un nouveau projet pour Rouen.

Sommaire

6	Les chiffres clés du déclassement de Rouen
7	Introduction
9	1) Des choix politiques aux conséquences désastreuses pour Rouen
10	<i>1-1 - Une équipe municipale engluée dans les difficultés financières</i>
12	<i>1-2 - Un développement urbain sans vision d'ensemble, entre logement social et densification de la ville</i>
13	<i>1-3 - Une ville devenue inadaptée aux attentes des familles et des seniors</i>
15	<i>1-4 - Des acteurs du quotidien délaissés par la ville</i>
18	2) La ville de Rouen déclassée
20	<i>2-1 - La création de la Métropole sauve Rouen de la faillite</i>
22	<i>2-2 - Le maire communique beaucoup et privilégie une politique de coups symboliques</i>
25	<i>2-3 - Rouen décroche dans les classements dans l'indifférence de la municipalité</i>
26	<i>2-4 - Vers une impasse pour le développement économique et territorial</i>
28	Conclusion : quelles perspectives ?
34	Les points à retenir du livre noir

INTRODUCTION



Les chiffres clés du déclassement de Rouen

23 % de taux de pauvreté (personnes vivant avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté qui est aux alentours de 1215€/mois) contre 16,6 % dans la métropole rouennaise

4ème ville la plus dangereuse de France en 2024

58 % des ménages sont des personnes seules ; une ville dont les familles partent.

70 % des ménages sont locataires de leur logement

35 ans de taux de renouvellement des équipements communaux : un des plus faibles budgets d'investissement des villes de plus de 100.000 habitants

Classée **12ème** sur 12 métropoles pour l'attractivité auprès des chefs d'entreprise et des salariés

9ème ville de France où les temps de circulation sont les plus longs : 79h par an perdues dans les embouteillages

3,1 % part des retraités parmi les habitants à Rouen en baisse régulière.

7 500 logements sont vides soit 10 % du parc immobilier

Introduction

Depuis 2008 et le retour de la gauche en responsabilité avec l'élection de Valérie Fourneyron, l'action municipale à Rouen s'est déployée dans un contexte économique et social difficile.

Rouen et la vallée de Seine, outre les péripéties d'un monde traversé régulièrement de crises, affrentent une désindustrialisation massive qui n'est peut-être pas achevée. La fermeture de nombreuses entreprises emblématiques comme la raffinerie ou la papeterie s'est traduite par des destructions d'emplois, un chômage élevé, un appauvrissement graduel des populations. Le développement du tertiaire largement engagé dans la métropole butte sur le défi que représente, pour une partie des salariés, la numérisation accélérée des métiers. Ces difficultés ont été aggravées par un effet de « réputation » (Rouen « ville pluvieuse et polluée ») pesant sur une attractivité en berne. Rouen n'attire pas et les accidents affectant la société Lubrizol ainsi que l'incendie des Verre et Acier n'ont rien arrangé.

Dans ce climat de déclin massif de l'industrie, le fait que l'équipe municipale (composée à titre principal d'élus socialistes, communistes, écologistes) ait disposé de trois mandats successifs pour agir aurait dû constituer un atout. Il n'en a rien été.

Le Maire, Nicolas Mayer-Rossignol, achèvera en 2026 son second mandat en tant qu'élu à la ville : il revendique, à juste titre, une large continuité avec l'action de ses prédécesseurs Valérie Fourneyron et Yvon Robert. Les décisions constantes prises depuis 17 ans en matière de logement ou d'urbanisme ont largement contribué aux difficultés d'une ville et d'une population dont une large part vit sous le seuil de pauvreté.

Indéniablement, la ville de Rouen, riche d'un cœur médiéval remarquable dans un très bel écrin naturel, offre un cadre de vie que tous admirent en particulier les touristes et qui attire trop peu ceux qui font le choix de venir s'y installer. En réalité, les habitants mesurent l'absence d'effets des choix municipaux face à leurs problématiques du quotidien : propreté, circulation, sécurité, nature en ville, commerces de proximité... Par ailleurs, la massive panne d'avenir et l'absence de vision que connaît Rouen constituent désormais de véritables obstacles pour que la métropole retrouve un dynamisme conforme à son potentiel.

Ce Livre Noir reprend les faits, rappelle les décisions fondatrices et en évalue les conséquences. Il mesure le déclassement de Rouen par rapport aux autres grandes villes en France et confirme le ressenti de nombreux habitants. Rouen va mal !

Pour organiser le redressement, il faudra résolument ouvrir les yeux sur cette réalité et rompre avec le déni qui caractérise aujourd'hui l'équipe municipale.

DES CHOIX POLITIQUES AUX CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES POUR ROUEN



1.1 - Une équipe municipale engluée dans les difficultés financières

Le rapport récent de la Chambre Régionale des Comptes (2023) indique que « la situation financière de la Commune demeure fragile ». Il précise que Rouen « devra faire face à des charges en nette augmentation pour financer les projets du mandat sans sacrifier l'entretien de son patrimoine et sa mise aux normes ». **Des arbitrages devront être opérés entre tous les projets recensés dont le coût dépasse très largement les capacités actuelles et futures de la commune.**

Ce constat sans appel n'empêche en rien, le maire de multiplier comme ses prédécesseurs les promesses.

En 2008, Valérie Fourneyron et Yvon Robert n'ignoraient rien de la situation déjà médiocre des finances municipales. Ils promettent pourtant une « ville aux 100 projets » et remportent largement le scrutin municipal. La désillusion est immédiate. Les Rouennais se souviennent d'une plaquette de campagne annonçant la création de nombreux espaces verts, de nouveaux services municipaux en particulier en matière de mobilité, l'aménagement de l'île Lacroix, les quartiers d'habitat social rénovés, le déploiement de politiques culturelles et sportives dynamiques.

Dans les faits, le mandat débute par trois séchecs particulièrement emblématiques dont les effets sont encore visibles aujourd'hui.

La promesse d'un grand jardin place de la Cathédrale est rapidement abandonnée ainsi que l'aménagement de l'île Lacroix. **La promesse d'une ville verte se substituant à une ville trop minérale ne parviendra jamais ensuite à se concrétiser.** Le grand projet de ville sur les Hauts de Rouen est amputé de 30 M€ et la rénovation urbaine des quartiers prend des retards considérables : démolitions d'immeubles, nouveaux équipements, nouvel habitat en accession à la propriété, **beaucoup de choses sont encore dans les cartons** et ne voient le jour – sur le papier – qu'en cette année 2025.

Le projet de grande médiathèque rive gauche est abandonné, au détriment de la redynamisation du quartier, et une partie du bâtiment cédé au Département 76. Avec la fermeture définitive de la salle Duchamp Villon à St Sever puis du Hangar 23, l'installation du Centre Dramatique National à Mont-Saint-Aignan au lieu de Rouen, l'abandon de la transformation de la Salle Sainte Croix des Pelletiers en salle dédiée au jazz, **c'est la promesse d'une politique culturelle ambitieuse qui disparaît** également, et l'arrêt de tous les projets portés par la précédente mandature de Pierre Albertini.

Car ces projets et d'autres se sont heurtés à la réalité d'un budget insuffisant. En 2015, le pic est atteint avec 200 M€ de dette et un autofinancement négatif. Confrontés au risque d'une mise sous tutelle par la préfecture, Valérie Fourneyron et Yvon Robert ne parviennent pas à limiter les dépenses de fonctionnement de la ville et sont contraints de réduire au strict minimum les investissements municipaux divisés par trois dès 2010. En conséquence, ils augmenteront les

impôts locaux malgré leurs promesses de campagne.

Sur la décennie 2010-2020, la ville de Rouen est la dernière en France des villes de sa strate démographique en matière d'investissements au point que le rythme de renouvellement des équipements municipaux (écoles, piscines, bâtiments divers) a atteint le chiffre inquiétant de 35 ans, très au-dessus de la moyenne nationale. Parents d'élèves ou sportifs mesurent quotidiennement l'état de délabrement des écoles ou des équipements sportifs comme les piscines notamment ! Sans parler de l'état désastreux des voiries rouennaises tant pour les automobilistes, que les cyclistes ou les piétons.

Dans les toutes dernières années, l'inaction a en quelque sorte payé. Le désendettement relatif de la ville (dette revenue à 140 M€) permet au Maire et à son équipe de relancer quelques projets comme, enfin, la rénovation des cours d'école. Mais à nouveau, cela se fait en relançant la dette. **Or, comme le souligne la Chambre Régionale des Comptes, la ville de Rouen, « conserve un niveau d'endettement comparativement élevé ».**

Et ce n'est pas faute de recettes ou de soutiens de la part des autres collectivités ou de l'État.

Ainsi les impôts à Rouen rapportent traditionnellement plus que la moyenne nationale (875 euros par habitant à Rouen contre 825€ en moyenne en France). Entre 2010 et 2020, la taxe foncière payée par les Rouennais a augmenté de 25 %. Si Nicolas Mayer-Rossignol se targue de ne pas avoir augmenté les impôts fonciers depuis, c'est sans compter sur la création d'une nouvelle taxe GEMAPI en 2024 qui vient peser en plus sur les ménages imposables. Si la GEMAPI a pour finalité de lutter contre les inondations, il n'y a ni transparence sur l'utilisation des fonds collectés, ni projet global d'actions mises en place.

Parallèlement, la Métropole, le Département, la Région et l'État ont toujours beaucoup investi d'argent public à Rouen ce qui a permis par exemple d'aménager les quais ou de rénover le centre médiéval.

Sur 17 ans, l'équipe municipale aurait dû parvenir à maîtriser des dépenses de fonctionnement supérieures en moyenne aux autres villes françaises comparables et parvenir à épargner pour investir. Pourtant, le niveau d'épargne nette très faible – et parfois proche de zéro – a paralysé l'action de la ville. **Concrètement, ce sont plus de 100 M€ qui auront manqué pour l'entretien de la ville et de ses équipements. Et cela se voit partout dans Rouen, sauf dans le centre médiéval dont la rénovation a été intégralement financée par la Métropole, le Département, la Région et l'Etat, grâce au projet « Cœur de Métropole ».**

1.2 - Un développement urbain sans vision d'ensemble, entre logement social et densification de la ville

Les élus municipaux depuis 17 ans ont toujours considéré qu'il fallait créer plus de logements sociaux et densifier la ville.

Le logement social, mal réparti dans la ville, est omniprésent sur les Hauts de Rouen ou à Grammont. La municipalité a donc décidé d'imposer un quota de 25 % de logements sociaux dans tout projet de construction et même davantage selon les zones.

Parallèlement, il a été décidé de densifier la ville. A la place des maisons situées dans les quartiers ouest entre la préfecture et le palais des sports ainsi que rive gauche de part et d'autre de l'avenue Jean Rondeaux, les immeubles souvent massifs ont fleuri sans création d'espaces publics adaptés, sans place pour la nature et sans prévoir de stationnements suffisants.

Incapable de mener une politique d'achat de foncier pour créer des aires de jeux ou des jardins, de larges trottoirs ou des espaces verts, la municipalité livre ainsi depuis 2008 des quartiers entiers aux promoteurs.

Malgré le constat largement partagé de l'échec complet de cette densification, les constructions d'immeubles se poursuivent à un rythme soutenu : plus de 800 appartements par an construits dans les dernières années. Dans ce contexte, la « débitumation » de quelques places de parking sonne comme un aveu d'échec : elle tente de façon anecdotique de « corriger » certains excès du bétonnage sans changer en profondeur les principes qui guident l'équipe municipale.

Le quotidien des Rouennais, rive droite comme rive gauche, s'en est trouvé abîmé : pas ou peu d'espaces verts, des espaces verts mal entretenus ou absents dans les nouveaux quartiers d'immeubles, des difficultés majeures de stationnement et des voitures sur les trottoirs dans la plupart des quartiers de Rouen de jour comme de nuit.

1.3 - Une ville devenue inadaptée aux attentes des familles et des seniors

Au-delà d'un urbanisme dense privilégiant les immeubles (85 % des logements rouennais sont des appartements), le déploiement obligatoire du logement social décrété sans discernement par la municipalité a modifié en profondeur la sociologie des habitants de Rouen.

Les nouvelles constructions ont très majoritairement accueilli soit du logement social soit des locataires dans des appartements ouvrant à défiscalisation pour les investisseurs.

Rouen, la ville « bourgeoise » sur sa rive droite et « ouvrière » sur sa rive gauche n'est plus. A la place, a survolté une ville qui accueille des habitants de plus en plus en situation de précarité. **Le taux de pauvreté des Rouennais est de 23 % contre 16,6 % dans la métropole.** Le quartier St Sever/Orléans, avec ses 9.500 habitants est devenu le quartier en difficulté le plus peuplé de Rouen et a été classé lui aussi quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

70 % des Rouennais sont locataires et vivent majoritairement seuls (60 %). Le nombre de ménages constitué d'un couple avec enfant(s) est en diminution depuis 2010 passant de 41 % à 38 %.

L'équipe municipale s'enorgueillit depuis peu de l'augmentation de la population. A vrai dire, la ville de Rouen a simplement retrouvé avec ses 116 000 habitants le niveau de 1975.

Cette récente augmentation de la population, outre le fait qu'elle relève de décisions antérieures à l'arrivée de Nicolas Mayer-Rossignol aux responsabilités de la ville, est aussi liée à des indicateurs indépendants de la collectivité.

Pour l'essentiel, ce redressement est lié à l'augmentation importante du nombre des étudiants (45.000 dans les différents établissements d'enseignement supérieur de l'agglomération) et l'installation dans les petits logements du cœur de ville de jeunes actifs célibataires. Il en résulte logiquement que la population rouennaise est assez jeune (les 15-29 ans représentants 1/3 du total quand les + 75 ans représentent 7,3 %), plutôt diplômée et avec des revenus faibles.

L'équipe municipale a construit une ville où l'on passe : plus de 53 % des ménages ont emménagé depuis moins de 5 ans à Rouen. Familles, personnes âgées préfèrent investir et vivre dans d'autres communes de l'agglomération.

1.4 - Des acteurs du quotidien délaissés par la ville

Ainsi, entre deux élections municipales, c'est près de 35 à 40 % du corps électoral qui se renouvelle, témoignant d'une absence de fidélisation comme d'attachement à la ville centre. Rouen reste majoritairement pour ces habitants une ville de transition et non d'implantation, l'absence d'attractivité et d'une qualité de vie forte ne les faisant pas s'installer durablement.

Le cercle vicieux est désormais bien en place : les logements vieillissants du centre-ville sur les deux rives se dépeuplent au bénéfice des immeubles neufs (800 appartements de plus par an). La vacance atteint 12 %, en très forte hausse ces dernières années. Plus d'un logement sur cinq parmi ces logements anciens sont classés en F ou G s'agissant de leur (manque de) performance énergétique et pourraient être interdits à la location dans les prochaines années. Enfin les propriétaires des logements en copropriétés n'occupent plus leur logement et sont peu enclins à investir dans des logements à la faible rentabilité.

Cette transformation a, par ailleurs, affecté en profondeur l'économie locale : chacun constate sur les deux rives la fermeture de nombreux commerces victimes de la baisse du pouvoir d'achat des Rouennais dont le revenu médian est inférieur à la moyenne des villes de la métropole ou du département.

Il ne s'agit pas de céder à la nostalgie. De nombreux éléments affectent depuis 40 ans la composition des ménages, la natalité ou le commerce de proximité à Rouen comme ailleurs en France. Et, bien entendu, il est tout à fait normal de loger convenablement les étudiants et d'accueillir dans un logement social les ménages aux ressources limitées en particulier les familles monoparentales. En revanche, lorsque l'on mène durant 15 ans, sans discernement aucun, une politique favorisant exclusivement le logement locatif et les immeubles, de multiples problèmes affectent le vivre ensemble dans une ville qui est devenue de moins en moins « mixte ».

L'ensemble de ces éléments sont connus et disponibles dans les études de l'INSEE. Ils auraient dû produire inflexion et révision des priorités municipales afin réellement de construire une ville pour tous ! Car, une ville de la dimension de Rouen doit accueillir pour « vivre bien » des populations diverses dans leur âge, leurs revenus ainsi que leur composition familiale.

Depuis 2008, la ville de Rouen a été le théâtre de transformations significatives qui ont profondément affecté les acteurs du quotidien.

Si, Rouen a toujours bénéficié d'un dynamisme associatif, commercial et institutionnel qui contribuait à son attractivité et à sa vitalité ; **les choix municipaux ont progressivement affaibli ces forces vives, laissant derrière eux un sentiment d'abandon et d'inquiétude.** Agents municipaux, commerçants, forces de l'ordre, associations, écoles et quartiers prioritaires sont les grands oubliés d'une gestion déconnectée des réalités du terrain.

Des écoles sous-investies, des associations abandonnées

Les écoles de Rouen sont aujourd'hui confrontées à une double réalité : d'un côté, la municipalité met en avant la renaturation des cours d'école avec des résultats mitigés au début, et de l'autre, elle laisse de côté des problématiques essentielles comme le chauffage ou la vétusté des bâtiments scolaires. Des établissements comme l'école du Hameau des Brouettes, Pouchet ou encore Debussy ont récemment souffert d'un manque d'investissement criant, mettant en difficulté élèves et enseignants. Les sanitaires de nombreuses écoles sont dans un état de délabrement avancé, obligeant les enfants à utiliser des installations indignes d'une ville de cette envergure. De nombreux parents d'élèves dénoncent également le manque de personnel encadrant et l'absence d'entretien récurrent.

De son côté, **le monde associatif, autrefois un pilier du vivre-ensemble à Rouen, est également victime d'un sous-investissement chronique.** Les équipements municipaux sont en partie laissés à l'abandon, les subventions se réduisent et les associations peinent à trouver des locaux adaptés. Cette situation affaiblit la vie culturelle et sociale de la ville, éloignant encore un peu plus les habitants de leur municipalité. Par exemple, certaines associations sportives doivent louer des infrastructures dans des communes voisines pour pouvoir organiser leurs activités, faute d'équipements municipaux en état de fonctionnement. D'autres, faute de soutien, risquent de voir leurs actions se terminer.

Des commerçants à bout de souffle

Le commerce de proximité à Rouen est en pleine détresse. La piétonnisation imposée sans concertation a complexifié l'accès aux commerces, la suppression de nombreuses places de stationnement a détourné la clientèle, les travaux à répétition et la fermeture de l'OCAR (Office du Commerce et de l'Artisanat,



structure trans-acteurs qui portait les sujets liés au commerce local) a privé les commerçants d'un interlocuteur essentiel. Les tarifs du stationnement, élevés et en constante augmentation, ne font qu'aggraver la situation, **rendant le centre-ville toujours moins attractif et accessible**. De nombreux commerçants signalent une baisse de leur chiffre d'affaires et pointent du doigt l'absence de politique municipale en faveur du commerce de proximité. Les fermetures de magasins se multiplient, notamment rue du Gros-Horloge et rue Jeanne d'Arc, tandis que les cellules commerciales vacantes prolifèrent, y compris sur des artères passagères ou accessibles en transport telles que les rues du Général Giraud, Général Leclerc et Alsace-Lorraine par exemple, où le taux de vacance dépasse les 10%.

Des quartiers prioritaires en crise

L'extension du périmètre des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) témoigne d'une **dégradation continue des conditions de vie et du pouvoir d'achat des habitants, ainsi qu'une hausse de la délinquance avérée**. La multiplication des logements sociaux sans accompagnement adéquat a accentué les difficultés. Dans le même temps, les projets ANRU, censés apporter une transformation urbaine profonde, ont accusé un retard considérable. Les engagements financiers promis restent partiellement honorés, et les rénovations tardent à voir le jour, laissant des zones entières dans un état d'abandon et d'insécurité croissante.

Une insécurité galopante, une police municipale dépassée malgré elle

Rouen est désormais classée 4ème ville la plus dangereuse de France, une situation qui n'a fait que s'aggraver entre 2008 et 2025, sans parler des trafics de drogue qui se généralisent dans tous les quartiers. Les habitants expriment quotidiennement leur sentiment d'insécurité, amplifié par l'inefficacité des actions municipales. Malgré quelques efforts affichés (création d'une brigade nocturne et cynophile), les résultats en matière de tranquillité publique restent bien en deçà des attentes et très inférieurs à ceux obtenus dans des villes de même taille. Les agressions, cambriolages et incivilités se multiplient dans le

centre-ville comme dans les quartiers périphériques. L'extinction de l'éclairage public accentue encore cette impression de vulnérabilité et facilite les actes de délinquance. La ville de Rouen annonce une hausse de 292% (de 41 en 2020 à 120 en 2025) du nombre de caméra de vidéoprotection mais les chiffres réels montrent surtout un retard considérable vis-à-vis des communes de la même strate (moyenne à 230). Il en est de même pour le nombre de policiers municipaux, 65 à Rouen contre une moyenne autour d'une centaine.

Des agents municipaux en perte de repères

Si les policiers municipaux sont directement impactés, la réalité concerne l'ensemble des agents municipaux, garants des services publics de proximité, qui sont eux aussi en souffrance. Le lien social avec l'administration s'est délité, l'absentéisme est important en raison des arrêts malades, les départs se multiplient et le sentiment de manque de reconnaissance est omniprésent. La municipalité peine à redonner du sens à leur engagement, laissant place à un climat de défiance et de démotivation inquiétant. **Des services entiers connaissent un taux de turnover inédit ainsi qu'un fort niveau d'absentéisme**.

Si ces difficultés ne sont pas nouvelles, elles trouvent leurs racines dans les mandats successifs qui, depuis 2008, ont appliqué les mêmes recettes inefficaces. Pire encore, l'actuelle équipe municipale menée par Nicolas Mayer-Rossignol poursuit cette gestion sans inflexion notable, laissant Rouen s'enfoncer dans un immobilisme délétère.



LA VILLE DE ROUEN DÉCLASSEÉE

2.1 - La création de la Métropole sauve Rouen de la faillite

[Image 1]
Stade Diochon en rénovation



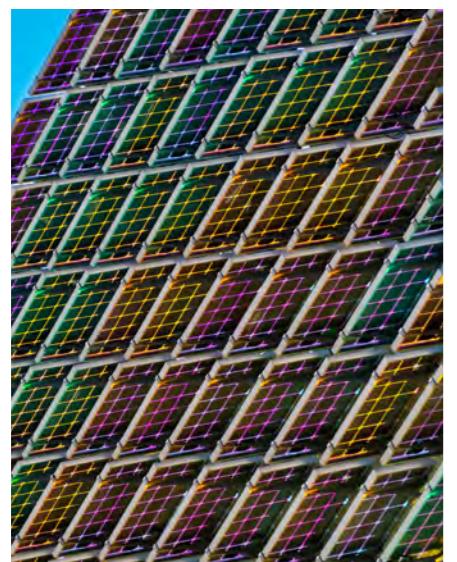
La création par la loi, au 1er janvier 2015, de la Métropole permet des transferts d'équipements et de services de la ville centre vers le collectif des 71 communes regroupées. La ville engrange au passage 5M€ de recettes supplémentaires par an, mais demeure incapable de s'occuper de ses compétences de proximité.

La transformation de l'agglomération en métropole constitue un évènement majeur qui sauve :

- les grands équipements en manque sérieux de maintenance pour la plupart
- les finances municipales menacées de faillite en 2015.

Entre 2015 et 2018, tous les grands équipements, dits de « centralité », sont transférés à la métropole et sortis du budget municipal.

Théâtre des arts, stade Diochon, patinoire, aître St Maclo, musées, école des beaux-arts, etc. : tous ont connu ou connaissent encore un cycle d'investissements très important, certains étant particulièrement délabrés et menacés de fermeture à brève échéance comme ce fut le cas pour l'aître St Maclo ou le stade Diochon et la patinoire du centre sportif Guy Boissière. Par ailleurs, les dépenses courantes sont remises à niveau pour améliorer l'animation de ces équipements et leur entretien. De même, ponts, ouvrages d'art, parkings et voiries en étant transférés



[Image 2]
Toit de la métropole

à la métropole connaissent une mise à niveau qui est loin d'être achevée. Plusieurs parkings du centre-ville connaissent une insalubrité repoussante. Des opérations majeures d'embellissements des quais, du square Verdrel, du cœur médiéval sont engagées et /ou finalisées. Enfin, une politique cohérente de développement de la pratique du vélo à l'échelle de l'agglomération est mise en oeuvre.

Il était vraiment temps ! Les 500 000 habitants de l'agglomération et les dizaines de milliers d'autres qui viennent travailler à Rouen ou la visiter ont échappé à la multiplication des problèmes liés à des équipements obsolètes et des infrastructures dégradées.

Au passage, l'assemblée des élus des 71 communes décide de compenser à la ville les dépenses qu'elle a supportées, au titre des charges de centralité, en attribuant une compensation supplémentaire annuelle de 5 M€. Il est également décidé que la Métropole s'impliquera dans le sport professionnel, la ville de Rouen se désengageant.

Délestée de ses charges et forte de ressources supplémentaires (impôt augmenté en 2016 et compensation), le mandat d'Yvon Robert, marqué par l'inaction sur les compétences propres de la ville faute d'argent, se termine avec des fondamentaux financiers légèrement améliorés.

Il n'y aura en fait pas d'embellie durable comme le révèle l'examen attentif des budgets récents. L'équipe municipale issue du scrutin de 2020 consomme très vite les marges de manœuvre du début de mandat et engage à nouveau la commune sur le chemin périlleux de l'endettement au prétexte de l'investissement. Car il s'agit pour le Maire, Nicolas Mayer-Rossignol d'enranger vite des résultats utiles par ailleurs à son ambition nationale.

Heureusement, face aux défaillances financières, Département comme Région s'engagent activement dans le soutien des projets et actions rouennais afin d'apporter un concours financier nécessaire : rénovation de l'abbatiale Saint-Ouen, projet Cœur de Métropole 1 et 2, soutien à l'Opéra de Rouen Normandie...

2.2 - Le maire communique beaucoup et privilégie une politique de coups symboliques

L'ambitieux Maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, déjà élu dans le mandat précédent, renouvelle mots et symboles sans rien changer des principales orientations de ses prédécesseurs. Sa gestion, tendue vers l'enjeu de l'élection de 2026, élude à nouveau les réformes structurelles nécessaires et relance la dette.

Depuis le début de ce mandat en 2020, aucune rupture d'orientation n'a été constatée. Certes, les mots ont été « modernisés » : renaturation, social-écologie, co-construction, etc.

Dans les faits, la densification urbaine se poursuit : notamment dans les quartiers ouest où l'échec du plan d'aménagement fait désormais consensus et où pourtant des centaines d'autres appartements sont programmés. Les élus écologistes et l'élu en charge du quartier tentent de sauver les apparences en multipliant les microréalisations de quelques mètres carrés ou en annonçant des projets pharaoniques – hors de portée du budget municipal – comme celui d'un grand Parc à plusieurs dizaines de millions d'€. Et le même scénario se répète sur la rive gauche par exemple sur le site des « Pépinières Saint Julien » où 800 appartements nouveaux sont programmés.

Alors, faute d'évoluer dans ses choix depuis 17 ans, la municipalité profite du centre historique rénové par la Métropole pour « animer » la ville et multiplier les mesures à fort contenu symbolique afin de créer des marqueurs politiques.

De l'animation...

Les chantiers récents menés par la Métropole (Teor 4 et 5, aménagement des quais rive gauche) et l'installation de nouvelles écoles avec l'appui de la Région Normandie (Institut Catholique de Paris, école vétérinaire, faculté d'odontologie, ainsi que des écoles privées) induisent automatiquement l'arrivée de milliers d'étudiants qui ont amené une situation profondément paradoxale. Vu de son centre historique, Rouen est une très belle ville, vivante et animée, mais du point de vue des perspectives économiques, c'est une toute autre affaire.

Le maire mise tout sur l'animation. **Les manifestations gratuites et grand public se multiplient au frais des contribuables.** Les partenaires sont également mis à contribution au 1er rang desquelles la Métropole qui multiplie les subventions et les mesures d'accompagnement comme la gratuité des transports le samedi, durant la foire St Romain ou les dimanches de décembre. Tout cela fonctionne et heureusement !

Mais l'exagération sur les chiffres de fréquentation est devenue la règle. Dans les faits, si on cherche par exemple les vrais chiffres de fréquentations

des transports en commun, on constate qu'ils sont identiques en 2019 et en 2023, alors même que la Métropole consacre sur la même période 30 M€ de plus au financement des transports en commun. Quel échec ! Et si le maire parle beaucoup de gratuité des transports en commun, la réalité est celle d'une **augmentation de 12 % du coût du ticket de bus et de l'abonnement entre 2020 et 2024.**

Le développement du tourisme en France profite également à Rouen. Il est clair que nos monuments et musées, notre centre médiéval, notre gastronomie reconnue par le label de l'Unesco, notre environnement en vallée de Seine constituent autant d'arguments solides.

Terrasses et lieux de convivialité se sont naturellement développés et apportent une présence humaine fortement appréciée presque 7 jours sur 7 dans l'intra-boulevard rive droite.

Cela masque cependant de moins en moins le décrochage social et humain de la plupart des quartiers rouennais livrés à un urbanisme dense, une insécurité grandissante et un entretien quotidien déplorable.

Et des symboles.

L'équipe municipale, plus qu'hier, est attentive à manier les symboles.

Parmi les initiatives récentes, certaines sont peu coûteuses et porteuses de valeurs fortes et légitimes : féminisation du nom des rues, plaques mémorielles. D'autres questionnent notre histoire dans le cadre de ce que l'on appelle la culture de l'annulation : disparition de l'école Cavelier de la Salle ou tentative avortée de mettre au rebut la statue de Napoléon. D'autres visent à cibler et instrumentaliser des communautés : création d'une œuvre d'art en hommage à Gisèle Halimi place Maréchal Foch, ou pour la mémoire des victimes LGBTQI+ dans le square Verdrel. D'autres encore visent à marquer les esprits quoi qu'il en coûte comme l'implantation de jardinières à arrosage automatique rue des Carmes, l'aménagement de l'allée Delacroix pour plus de 1M€, l'agora sur les quais pour 2 M€ et bientôt le nouvel aménagement du pont Boieldieu, pourtant neuf, pour plus de 2 M€ à nouveau.

Au détriment de notre environnement.

Ces dépenses additionnées les unes aux autres, deviennent considérables. Elles ne permettent en rien de diminuer les îlots de chaleur en ville et consomment des budgets importants alors même que le plan ombrage de

2.3 - Rouen décroche dans les classements dans l'indifférence de la municipalité

Rouen ne prévoit en 2024 que 70.000€ de budget pour planter des arbres.

De la même façon, cette politique qui veut « impressionner » par sa qualité éthique ne prévoit en fait que 80.000€ pour soutenir les associations qui luttent concrètement contre les discriminations.

Quelques jardins modestes sont prévus en lieu et place de petites opérations immobilières à côté de la gare ou près de l'aître St Maclou. Tant mieux. Mais l'adaptation au changement climatique, pendant ce temps, prend de lourds retards : le verdissement réel de la ville marque le pas partout, la municipalité étant incapable de dégager des crédits pour acquérir du foncier et l'aménager en espaces publics ou en jardins.

Par exemple pour toute la ville, il est seulement prévu, en 2024, 500.000 € de budget pour des acquisitions foncières (le prix d'une maison avec un terrain réduit), moins de 250.000 € sont prévus pour aider les propriétaires à rénover leur logement alors qu'il y a urgence à lutter contre la vacance et 0 euro prévu pour commencer le Parc des sources dans les quartiers ouest malgré une communication tapageuse sur le sujet.

Et, au détriment à nouveau, des finances publiques.

Pour financer sa politique privilégiant l'effet vitrine, l'équipe municipale a décidé de solliciter fortement la dette de la métropole mais aussi celle de la ville. La Chambre Régionale des Comptes vient dans son dernier rapport de s'en alarmer, notamment car il n'y a aucune gestion active de la dette. Pour la ville, l'augmentation du budget d'investissement est quasi exclusivement financée par des emprunts, Nicolas Mayer-Rossignol comme ses prédécesseurs se révélant incapable de contraindre les dépenses de fonctionnement. **Ainsi, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de +21 % depuis le début du mandat en 2020 et les dépenses de personnel dépasseront, en 2025, les 100 M€ en augmentation de 5 % sur un an !**

On ne le dira jamais assez, la ville n'a pas un problème de ressources : elle perçoit plus par habitant que la moyenne des communes de la strate démographique. La ville a un grave problème de gestion quotidienne et un train de vie dispendieux.

Les sommes considérables englouties pour des réalisations « spectaculaires » sont mobilisées au détriment de l'entretien d'un parc de bâtiments en grande souffrance. Seulement 300.000€ sont prévus pour la maintenance des équipements culturels et 500.000€ pour tous les équipements sportifs. C'est très peu au regard des besoins et des retards pris. Même le fleuron du mandat : la « renaturation » des cours d'école s'effectue en 2024 avec un budget de 2,2 M€ pour 12 sites, ce qui est en fait modeste et explique des aménagements assez limités dans leur ambition.

Rouen décroche dans tous les classements importants dans l'indifférence d'une municipalité qui se réfugie dans le déni.

Il est, bien entendu, toujours délicat de s'appuyer sur les divers classements qui paraissent aujourd'hui à jets continus dans la presse. L'interprétation comme l'utilisation des chiffres restant subjectives. Mais un certain nombre mérite l'attention tant ils convergent et décrivent un décrochage alarmant.

Ainsi, **Rouen est devenue la 4ème ville la plus dangereuse de France.** Ce classement est issu des statistiques officielles du ministère de l'Intérieur. **A Rouen aujourd'hui, le risque d'être victime d'un acte criminel ou délictueux est de 10,2 %.** Confrontés à ces chiffres, le Maire et son adjoint en charge minimisent et invoquent l'existence d'un biais statistique : Rouen, en tant que ville centre, concentre la délinquance de l'agglomération. Ce biais existe sans nul doute mais Rouen est une ville centre depuis toujours et l'évolution, hors de toute comparaison, est réellement préoccupante. L'insécurité est désormais une réalité quotidienne des Rouennaises et des Rouennais peu importe le quartier et l'heure de la journée.

C'est également une très mauvaise nouvelle d'apprendre que **la métropole de Rouen est la dernière en France des douze grandes métropoles dans laquelle songent à investir des chefs d'entreprise ou des salariés.** Cet indicateur d'attractivité mis en place par l'Observatoire des métropoles est précis et multicritères. Il ne décrit pas seulement une image ponctuellement dégradée par les accidents industriels récents. Il vient constater l'absence complète de stratégie pour attirer investisseurs et salariés alors même que la plupart des territoires en France déploie des initiatives nombreuses pour se vendre et séduire.

C'est aussi une mauvaise nouvelle de constater statistiques de l'INSEE à l'appui que le nombre des retraités vivant à Rouen diminue en pourcentage et en nombre depuis 2010. Compte-tenu du vieillissement de la population française, cette baisse devrait alerter d'autant plus que les retraités ont aujourd'hui, en moyenne, un pouvoir d'achat significatif.

C'est enfin un réel problème de constater que Rouen est une ville minérale (ce que nous savons et nous disent par ailleurs de multiples classements des villes vertes) et continuer à favoriser rive gauche comme rive droite des projets immobiliers d'une densité excessive ne prévoyant aucun espace vert public.

2.4 - Vers une impasse pour le développement économique et territorial

Voilà le résultat de 17 années de gestion municipale qui débouchent sur une grave impasse.

Cette impasse n'est pas seulement celle de la dégradation de la vie quotidienne dans les quartiers de Rouen. C'est plus largement une impasse qui affecte toute la stratégie de la municipalité actuelle et les opportunités de développement du territoire métropolitain.

Hostile par principe à l'économie et alliée aux défenseurs de la décroissance, les projets de développement ne sont plus les bienvenus sur notre territoire.

D'autant plus après l'épisode traumatisant de Lubrizol qui devient un prétexte pour dénoncer plutôt qu'agir.

L'abandon d'une politique économique et industrielle claire et ambitieuse est progressivement actée par le refus de l'installation de nouveaux projets sur le territoire métropolitain, à l'inverse de la dynamique havraise renforcée. Tout cela, alors même que les acteurs économiques sont les premiers à faire de la transition écologique et énergétique des leviers importants de leurs propres développements ; mais également des leviers de création d'emplois et de formation.

La municipalité bloque les projets d'infrastructures routières nouveaux et l'installation d'entrepôts même lorsqu'ils sont prévus sur des friches industrielles ou dans l'emprise du Port, au prétexte du refus de voir les flux logistiques envahir le territoire. Le Port lui-même est relégué au second plan des politiques économiques alors qu'il est un acteur essentiel du territoire.

Pendant ce temps les infrastructures majeures et nécessaires à notre territoire ne se développent pas plus : routier, fluvial, aérien comme ferroviaire.

La municipalité mise tout sur la nouvelle gare rive gauche et sur le train et développe déjà, en lien avec la métropole, une ligne de transport collectif, la T5, qui ne débouchera sur rien, cours Clemenceau, pendant encore malheureusement de nombreuses décennies. Et sans nouvelle gare, ce sont également les projets de tram-train ou de RER métropolitain qui n'ont aucune chance de se réaliser.

L'attractivité et le rayonnement économiques sont freinés par différentes considérations, au détriment de l'équilibre nécessaire au développement territorial.

Alors que le soutien aux entreprises est un facteur de richesse pour notre ville et notre Métropole – apportant pouvoir d'achat, qualité de vie et attrait de nouveaux salariés et donc des habitants – les décisions comme les orientations politiques ne sont pas encourageantes en ce sens. En témoigne **l'augmentation, votée par la Métropole, des taxes pesant sur les entreprises** (cotisation foncière des entreprises, taxe foncière sur les propriétés bâties et versement mobilité).

CONCLUSION

QUELLES
PERSPECTIVES ?

Par idéologie, le Maire et son équipe ne changent pas de politique.

L'actuelle équipe municipale ne remettra pas en question sa politique en matière de logement social et locatif et sa vision qu'une ville centre doit être dense.

L'urbanisme rouennais continuera à privilégier les investissements locatifs et le logement social au détriment d'opérations susceptibles d'attirer des personnes âgées revenant en ville après avoir vendu leur maison ou des familles en quête d'une installation abordable près de certaines commodités propres au milieu urbain.

Loin de freiner l'étalement urbain, la politique municipale le renforce et favorise de fait le développement résidentiel de communes périphériques dont l'attractivité se renforce d'année en année.

Incapable de maîtriser ses dépenses de fonctionnement, l'équipe municipale subit un délabrement grandissant de son patrimoine immobilier. **Les Rouennaises et les Rouennais qui paient pourtant des impôts élevés constatent dans les écoles de leurs enfants, dans les piscines qu'ils fréquentent quand elles sont encore ouvertes, dans leurs quartiers lorsqu'ils marchent ou roulent à vélo ou en voiture à quel point l'état général de la ville est médiocre.** Aucun de nous n'accepterait, lorsque nous avons la chance de disposer d'un jardin, qu'il soit aussi mal entretenu que les rares espaces verts de la ville. Sous couvert de biodiversité, l'inaction a été érigée en dogme.

En 2026, un nouveau projet pour Rouen est nécessaire et possible.

Le mouvement Rouen A'venir à travers ce Livre Noir de l'action municipale souhaite poser des constats documentés et des diagnostics exigeants. Partir du réel constitue un impératif pour obtenir des résultats.

Le mouvement Rouen A'venir réfléchit à un nouveau projet pour Rouen et prépare ses propositions en regroupant des femmes et des hommes indépendants. Certains sont membres de partis politiques appartenant à l'arc républicain, la plupart sont des Rouennaises et des Rouennais tristes de voir leur ville déperir. Tous sont certains qu'un autre chemin est possible et que Rouen mérite mieux.

Le défi est immense.

Il faudra remettre en cause les dogmes qui ont changé Rouen de façon funeste depuis 17 ans.

➤ **Valoriser la qualité de vie du quotidien des habitants** en assurant de façon effective la salubrité publique de nos rues par des mesures de propreté renforcées ; en visant un équilibre dans le partage de la voirie entre tous les usagers, piétons, cyclistes et automobilistes ; en retravaillant le plan de circulation et en soutenant activement le commerce de proximité.

➤ **Affirmer que la sécurité est une priorité municipale** dès lors que les chiffres décrivent une situation préoccupante vis-à-vis de la sécurité des biens et des personnes afin de renforcer les moyens propres de la ville tout comme l'action municipale aux côtés de l'État.

➤ **Faire de Rouen une ville pour tous** qui soutient massivement les écoles et l'éducation nationale ; qui attire à nouveau familles et retraités dans un cadre de vie adapté ; qui s'appuie sur la jeunesse qui étudie et travaille comme vecteur de dynamisme ; qui accompagne les personnes en situation de handicap à travers des politiques plus inclusives et des projets d'aménagement réellement accessibles ; qui veille à l'accompagnement social des Rouennais les plus précaires et qui soutient son secteur associatif, culturel et sportif.

- **Réussir une réelle adaptation au changement climatique** en se donnant les moyens d'acquérir du foncier pour maîtriser les espaces utiles et y développer jardins et espaces publics ; en préservant la biodiversité et en travaillant à la mise en place de corridors écologiques sur les zones naturelles (Repainville, côte Saint Catherine, île Lacroix...)
- **Refaire de Rouen une ville accueillante** pour les entreprises et les travailleurs en soutenant la formation et l'emploi ; en encourageant durablement l'économie ; et en faisant de la transition industrielle un vecteur de croissance.
- **Revoir en profondeur les règles d'urbanisme et la politique du logement** afin de retrouver une ville vraiment pour tous : tous les revenus, tous les âges, toutes les familles. Éviter les opérations de prestige pour travailler à l'amélioration de la vie quotidienne dans la proximité des quartiers, et tenir les engagements des conventions de renouvellement urbain pour enfinachever la transformation des grands ensembles.
- **Réformer la collectivité municipale** pour gérer avec responsabilité le budget afin de dégager les sommes utiles aux investissements, et pour mieux accompagner les agents publics en leur redonnant des perspectives professionnelles mais aussi confiance en la gestion humaine.

C'est le chemin qui doit être celui d'un cap et d'une vision pour Rouen, mais surtout d'une vraie ambition d'avenir pour notre ville.

Les points à retenir du livre noir

La décision d'imposer, à partir de 2008, au moins 25 % de logements sociaux dans toute construction nouvelle a eu des effets en profondeur sur la sociologie de Rouen.

La décision de densifier la ville a favorisé une urbanisation anarchique avec la construction de 800 appartements par an en moyenne sur la dernière décennie. Ces immeubles ont attiré les investisseurs en recherche de produits défiscalisés et non les propriétaires occupants. Ils ont concurrencé un parc ancien de plus en plus obsolète sans permettre d'y apporter de réponse durable (notamment par la rénovation).

Malgré des recettes supérieures à la moyenne des communes de la strate, la municipalité est engluée dans une crise financière durable qui empêche une action foncière ambitieuse et un entretien satisfaisant des 600 bâtiments communaux.

Faute de maîtrise publique des sols, la municipalité subit la promotion immobilière. La ville est progressivement privée d'espaces verts accessibles à tous et s'artificialise davantage encore.

Les budgets municipaux depuis 17 ans sont consommés pour le fonctionnement quotidien. Il aura manqué plus de 100 millions d'euros d'investissements dans les équipements communaux (écoles, gymnases, etc.) par comparaison avec la dépense moyenne des villes de plus de 100 000 habitants.

La sociologie rouennaise a été profondément modifiée par les politiques municipales. La forte croissance du taux de pauvreté, le départ des familles et des retraités pénalisent l'économie locale (commerces, services divers).

Rouen est une ville paradoxale : particulièrement animée dans son cœur médiéval, elle attire les touristes sans parvenir à stabiliser sa population qui est affectée par une mobilité importante. Seulement 27 % des ménages résident depuis 10 ans ou plus dans leur logement. Rouen se transforme en ville de passage.

En 2026, Rouen A'venir regroupera des femmes et des hommes qui ne se résignent pas au déclassement de Rouen et proposeront un projet ambitieux et crédible pour bâtir une ville vraiment pour tous.

VOUS AUSSI, REJOIGNEZ LA DYNAMIQUE DE ROUEN A'VENIR

Retrouvez-nous sur rouenavenir.fr



contact@rouenavenir.fr